

## REMY RIOUX

Directeur général, Agence française de développement (AFD), président de l'International Development Finance Club (IDFC)

### Jean-Michel SEVERINO

Je ne sais pas si Rémy Rioux voudra aborder ce sujet. Il y a beaucoup de questions et beaucoup d'intérêts autour de la position de la France vis-à-vis des investissements en Afrique. Nous avons un nouveau président de la République depuis quelques mois. Il va prochainement s'exprimer à Ouagadougou sur sa politique africaine. Je ne sais pas si Rémy Rioux va nous dévoiler, en avant-première, ses propos ? C'est ce que nous attendons de lui. Mais au-delà de ça, l'AFD a une longue tradition d'investissement et un regard d'expert extrêmement approfondi sur le continent. Donc saisir sa vision pour un acteur historique et comprendre cette transformation est particulièrement important. Rémy, à toi.

### Rémy RIOUX

Merci, Jean-Michel. Merci à Thierry de Montbrial pour son invitation. Bonjour à tous. La stratégie d'investissement de l'Agence française de développement est très simple. On l'a résumée en deux petits mots, on a dit : Tout Afrique. Ça veut dire plusieurs choses. Cela veut dire, bien sûr, qu'on va toujours faire le maximum de ce que nous pouvons faire en Afrique. C'est tellement important, c'est la moitié de l'activité de l'Agence, ce sont 500 personnes sur le terrain présentes dans tous les pays. Cela veut dire aussi – et je rejoins totalement ce que vient de dire Mostafa – qu'il faut cesser une bonne fois pour toutes de couper l'Afrique en deux : Afrique du Nord et Afrique subsaharienne.

Je cherchais ce matin les derniers chiffres sur le produit intérieur brut de l'Afrique. Je regardais les documents du FMI dans lesquels, on trouve MENA et Afrique subsaharienne et on ne peut pas avec une simple lecture, faire l'addition et connaître les évolutions. On les trouve bien sûr par ailleurs, mais on a encore cette division, je crois, dans toutes nos institutions, toutes les diplomaties, toutes les agences de développement, toutes les institutions internationales – sauf les institutions africaines, évidemment la Banque africaine de développement, l'Union africaine et donc les Nations Unies.

Cette division a un fondement mais elle est dépassée et surtout elle nous empêche de voir l'Afrique dans son émergence en totalité. Evidemment, j'ai trouvé les chiffres. Aujourd'hui, les chiffres de l'Afrique, ce sont de plus de 2 500 milliards de dollars de produit intérieur brut et plus d'1,2 milliard d'habitants. C'est assez simple, ce sont les chiffres de l'Inde. Autrefois, on disait : l'Afrique, c'est la Suisse, l'Afrique, c'est la Suède, etc. Mais aujourd'hui l'Afrique, c'est l'Inde.

### Jean-Michel SEVERINO

Sans vouloir t'interrompre, en quinze ans, le PIB africain est passé à peu près de la taille du PIB belge à plus que la taille du PIB français.

### Rémy RIOUX

Effectivement, c'est l'Inde ou c'est le Royaume-Uni, mais je trouve que l'Inde est une bonne comparaison, car qui peut douter de l'émergence de l'Inde, de sa place dans la gouvernance mondiale et aussi des difficultés du sous-continent ? Je crois qu'il faut absolument prendre la mesure de l'Afrique. Si l'on regarde la carte, évidemment, on voit les sous-régions, elles existent, on voit les mouvements de population qui, on le sait bien, ne vont pas d'abord du sud vers le nord, mais du nord vers le sud et on voit bien sûr les stratégies et les investissements de grands acteurs. On a tous entendu le message du roi ce matin qui n'a parlé que d'Afrique. Il faut absolument qu'on change nos lunettes pour suivre des acteurs aussi puissants que nos collègues marocains. J'étais hier avec la Caisse de dépôt et de gestion,

avec MASEN et avec vous Mostafa, le mouvement est puissant et fort. On va essayer de porter ça et de l'opérationnaliser.

Tu nous as demandé ce qui nous inquiétait le plus et ce qui nous excitait le plus. Ce qui m'excite le plus, c'est la reprise et le rôle du Maroc dans l'intégration régionale. C'est un vieux sujet. Le jour où le Maroc rentrera dans la CEDEAO, dans l'Organisation de l'Afrique de l'Ouest, que nous connaissons bien évidemment à l'AFD, il va à l'évidence se passer des choses qui ne se sont jamais passées jusqu'à présent. Et toujours pour revenir à la géographie, la carte du continent va être transformée. Ce qui me passionne, tu en as parlé, c'est la démographie. Il faut toujours rappeler et se souvenir que la démographie africaine est une bonne nouvelle. Il y avait 100 millions d'Africains au début du XXème siècle, il y en a 1,2 milliard maintenant. Cela va créer, comme dans tous les continents – avec une vitesse et une puissance qu'aucune région du monde n'a jamais connues – de la croissance endogène, de l'emploi et de l'activité.

Ce qui, je crois nous excite tous, c'est le potentiel d'innovation qu'on observe. On se déplace tous dans tous les pays africains, il n'y a pas un déplacement dont je ne reviens avec une idée, avec une innovation. Juste un exemple anecdotique, j'étais chez le ministre de l'Education nationale – le président Macron met ce sujet au cœur de sa politique de développement. On parlait éducation et il m'expliquait que les professeurs au Sénégal sont désormais inspectés avec une tablette. Plutôt que d'envoyer dans les villages des inspecteurs, on met une tablette dans un coin de la classe, on regarde la classe, et ensuite, on note, on conseille. Je me disais : « et si on faisait cela en France, qu'est-ce que ça voudrait dire ? » C'est un peu anecdotique, mais à chaque déplacement, je trouve des exemples de ce type, de plus en plus nombreux et c'est extrêmement précieux.

Ce qui m'inquiète dans la situation actuelle, tu l'as dit Jean-Michel, c'est qu'il y a une double crise en Afrique. Il y a cette crise sahélienne et la crise en Afrique centrale. Je les rapproche, parce que là aussi, je crois que la communauté internationale doit s'interroger. On a un choc macroéconomique en Afrique centrale. Il est massif, 50 % des recettes fiscales disparaissent d'une année sur l'autre. D'une certaine façon, la communauté internationale connaît ça, donc elle se mobilise et elle est en train de mettre en place des financements. L'ajustement sera long et pénible, mais on connaît. Je suis frappé par le fait que l'on n'intègre pas dans nos équations, dans nos calculs, le choc de sécurité qui touche le Sahel.

Une des conséquences de couper l'Afrique en deux, c'est que nous avons oublié le Sahel depuis plusieurs dizaines d'années. On était aussi sur le mythe du système d'allocation fondé sur la performance dans les institutions internationales, ça existe encore. On a sous-investi. On n'a pas assez mis de moyens dans la zone sahélienne. Jean-François rappelait l'initiative qu'a prise le Président de la République avec la Chancelière d'Allemagne d'une Alliance pour le Sahel. Et ce, en essayant d'embarquer tous les partenaires les plus importants et tous ceux qui souhaitent s'y joindre. Il faut inverser cette courbe.

Le dernier point qui m'inquiète, c'est que nous ne basculons pas assez vite vers ce qu'on appelle dans notre jargon le « non souverain », le financement non souverain. C'est un mauvais terme, d'ailleurs, parce que quand on dit « non souverain », cela veut dire que la référence est le souverain. Nous devons financer des gouvernements et augmenter la dette publique ? Non, on ne s'en sortira pas comme ça et on ne répondra aux défis de l'Afrique que si on bascule très vite vers d'autres entités, capables de porter de la dette, capables d'investir : c'est le secteur privé, ce sont les collectivités locales, c'est la société civile. Et c'est en train de se produire, mais on ne va pas assez vite et nos instruments publics, en particulier les instruments multilatéraux, ne sont pas formatés et ne sont pas encore orientés en ce sens. On est donc dans cette situation très paradoxale en Afrique, où la dette publique revient dans des zones difficiles et la dette privée est encore très, très faible, à peine un tiers du PIB.

Je termine juste d'un mot pour garder l'espoir et pour dire que nous sommes en train de nous transformer. La France augmente son aide publique au développement, 0,55 % du produit intérieur brut en 2022. Elle active aussi de plus en plus une partie de cette aide en direction du secteur privé, les Européens le font aussi. On le fait avec nos amis allemands, on le fait dans le plan d'investissement extérieur de l'Union européenne, qui sera bientôt présenté à Abidjan pour le sommet Union européenne-Afrique. On le fait aussi, je termine là-dessus, avec tous les nouveaux acteurs du Sud, toutes les banques de développement du Sud, on le fait avec nos collègues de JICA, avec d'autres dans ce club dont on m'a confié la présidence, qui s'appelle IDFC, International Development Finance Club. C'est le

groupe de ces banques domestiques et internationales du monde entier : les Chinois, les Indonésiens, les Sud-Africains, les Brésiliens, les Européens et ce sont ces instruments qui vont arriver à mobiliser le secteur privé et à répondre aux différents défis que nous avons évoqués ensemble. Merci.

**Jean-Michel SEVERINO**

Merci, Rémy. A titre personnel, merci d'avoir souligné, quelque chose qui est encore trop peu connu : l'incroyable contenu en innovation de l'investissement aujourd'hui en Afrique. Nous connaissons par exemple dans le secteur de l'énergie, une véritable révolution liée à la transformation des modes de production d'énergie décentralisée - l'accès aux ménages ruraux -, à travers des modèles économiques et des technologies qui sont nés sur le continent africain et qui représentent une source d'inspiration.

Tu l'évoquais à propos de l'éducation, mais il s'agit de la collectivité qu'il y a derrière. Ce sont des sources d'inspiration pour toute la planète, y compris d'ailleurs pour les pays industrialisés. C'est en soi un sujet d'étonnement passionnant de voir l'Afrique s'installer dans l'univers du *reverse innovation*, comme disent nos amis anglo-saxons, là où nous voyions jusqu'à présent, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, etc.

Je crois que c'est intéressant aussi de solliciter nos amis de la JICA pour connaître leur capacité de réponses à quelques-unes des questions que tu as posées Rémy, comme celle de ce club des banques de développement, la capacité à financer les entreprises privées, les PME, les start-ups, l'innovation. Donc, transformer la donne de l'investissement. C'est d'autant plus important qu'un peu comme l'Allemagne -il y a des parallèles à tirer- le Japon a beaucoup bougé vis-à-vis du continent africain ces dernières années. Là aussi, en faisant travailler de pair, je crois que vous le signaliez Monsieur Beier, ses industries, ses maisons de commerce et ses agences de développement, au premier rang duquel la JICA est un des géants mondiaux de l'investissement.